

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Dreux Agglomération (ex CADD)

4 Rue de Châteaudun
28100 Dreux

Références : IC250690
Code AIOT : 0010005932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement Dreux Agglomération (ex CADD) implanté 13, Rue Notre Dame de la Ronde ZI des Livraindières Nord 28100 Dreux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée à la suite d'un déversement accidentel d'huile de vidange au niveau du bassin de régulation des eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dreux Agglomération (ex CADD)
- 13, Rue Notre Dame de la Ronde ZI des Livraindières Nord 28100 Dreux
- Code AIOT : 0010005932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchèterie actuelle a été construite en 1998 et a été exploitée par un prestataire privé, puis reprise en régie intercommunale de la Communauté d'Agglomération de Dreux (CADD) en 2000. L'exploitation de la déchèterie est désormais gérée par SITREVA depuis le 1er janvier 2019, l'installation restant la propriété de l'Agglomération de Dreux.

Depuis le 1er janvier 2021, SITREVA a par ailleurs repris l'exploitation du centre de transfert jouxtant la déchèterie et anciennement exploité par SUEZ. Ce site est intégré à la réorganisation de la déchèterie, et ces deux installations ont été fusionnées administrativement pour créer une seule ICPE.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 31/05/2022 pour encadrer la situation temporaire et anticiper le projet de rénovation de la déchèterie et du centre de transfert.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conception et gestion des réseaux et points de rejets	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception et gestion des réseaux et points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et gestion des réseaux et points de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. [...]</p>
<p><u>Visite d'inspection du 13 novembre 2025</u></p> <p>Par courriel du 12 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une notification d'incident pour une pollution du bassin de gestion des eaux pluviales faisant suite au déversement d'un bidon d'huile de vidange (20L) en dehors du réceptacle dédié mais dans une "rétention". Le liquide a par la suite atteint le réseau d'eau pluviale et, malgré le séparateur hydrocarbure, une nappe d'hydrocarbure s'est formée au niveau du bassin d'eau pluviale. L'exploitant indique que la pompe de relevage a été coupée pour retenir les eaux polluées.</p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate que les réservoirs enterrés sont équipés d'une "rétention" au niveau de la zone "<i>haut de quai</i>". L'exploitant indique que cette "rétention" est utilisée pour retenir les égouttures et l'eau de pluie lors de fortes averses. Or, il est observé que ce système est équipé d'un exutoire en fond de rétention relié, en permanence, au réseau d'eau pluviale via le regard situé sous le quai de déchargement.</p>

Par conséquent, et considérant l'événement du 8 novembre 2025, les eaux pluviales polluées avec des huiles ne sont pas retenues au niveau du dispositif mis en place par l'exploitant. De ce fait, ce dernier ne peut être considéré comme un dispositif de rétention.

Constats :

- Le réseau de récupération des eaux polluées par les huiles au niveau du quai d'apports volontaires n'est pas séparé du réseau d'eau pluviale.
- Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations ne sont pas éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

De plus, l'exploitant justifie les éléments suivants :

- l'absence de pollution en dehors du périmètre ICPE.
- la bonne prise en charge du déchet par la transmission du BSD signé par l'ensemble des parties prenantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé. De plus, l'exploitant justifie l'absence de pollution en dehors du périmètre ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours